

# L'inquiétant gâchis kosovar

## Analyse

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Service Internationaal

L'Etat le plus jeune d'Europe devait fêter, samedi 17 février, ses 10 ans. Officiellement indépendant de la Serbie depuis 2008, le Kosovo est dans une bien piètre situation. Malgré la longue période de préparation qui a suivi la guerre d'indépendance de 1998-1999, le pays se montre toujours incapable d'offrir un Etat de droit fonctionnel, une souveraineté sur tout son territoire et surtout l'espoir d'un avenir meilleur à sa population. Tout cela malgré le soutien financier, diplomatique et sécuritaire considérable offert par les parrains européens et américains.

Vingt ans après la guerre, le bilan est bien sombre. Dans un pays très majoritairement albanophone, la minorité serbe ne se reconnaît toujours pas dans les autorités de Pristina, la capitale. La région frontalière avec la Serbie où elle est majoritaire, au nord de Mitrovica, échappe à la souveraineté du pays et est devenue une zone de non-droit où un important responsable politique serbe a pu être tué en pleine rue à la mi-janvier. Malgré d'intenses et incessants pourparlers sous l'égide de l'Union européenne (UE), Belgrade refuse de reconnaître l'indépendance de son ancienne région. Et chaque avancée de ce dialogue est laborieuse. Les deux accords de normalisation conclus en 2013 et 2015 sont mis en application à grand-peine : le Kosovo devrait, par exemple, enfin disposer de son propre code téléphonique à partir de cet été.

Pendant longtemps, les autorités kosovares ont pu à raison rejeter la faute sur la Serbie pour son manque de bonne volonté. Mais depuis la conversion pro-européenne de l'homme fort de ce pays, son président Alexander Vucic, celle-ci est nettement moins évidente. Difficile d'envisager que la Serbie puisse entrer dans l'UE sans reconnaître le Kosovo, et Belgrade a envoyé des premiers signaux positifs en ce sens ces derniers mois, même s'ils auront besoin d'être confirmés. Pristina devrait essayer de saisir cette chance plutôt que de continuer à blâmer systématiquement la Serbie pour tous ses échecs.

Plusieurs d'entre eux incombent en effet aux autorités locales. Celles-ci ont été incapables de développer un véritable appareil productif et l'économie reste quasi totalement dépendante des envois de fonds de la diaspora et des fonds internationaux. En tout, près de 4,5 milliards de dollars d'aide publique au développement ont été distribués depuis l'indépendance, soit 2 500 dollars (2 000 euros) par habitant, le niveau le plus élevé de toute l'Europe. Malgré cela, le taux de chômage atteint toujours un niveau ef-

frayant de 30,5 % et même de 50,5 % chez les jeunes. Le secteur public est démesuré, à l'image du gouvernement qui compte cinq vice-premier ministres, 21 ministres et 70 vice-ministres. Pour 1,8 million d'habitants.

Corollaire traditionnel de ce type d'économie, l'activité informelle est généralisée, la corruption endémique. Le Kosovo occupe ainsi la dernière place des pays candidats à l'UE dans le classement Transparency des pays les plus corrompus. La justice locale s'est montrée incapable de combattre ce fléau. Pire, la mission européenne visant à instaurer un Etat de droit, Eulex, affiche un bilan très maigre en la matière. Contrairement aux espérances de la population, aucun « gros poisson » n'a été condamné et la mission a même fini par enchaîner elle-même les scandales dans une ambiance délétère. Une procureure britannique et le président des juges de la même nationalité ont successivement démissionné avec grand fracas en accusant leurs collègues de corruption. Eux-mêmes ont ensuite été mis en cause par les autorités européennes... Bien loin de parvenir à faire du Kosovo un Etat viable, la tutelle occidentale semble ainsi avoir renforcé les dérives autochtones, dans une dangereuse logique néocoloniale.

### PROFONDE DÉSILLUSION

Tout cela cause une profonde désillusion parmi les Kosovars, qui ont quitté en masse le pays en 2015 jusqu'à ce que la route des Balkans leur soit fermée. La liberté de circulation de ces derniers citoyens des Balkans à devoir encore demander un visa pour voyager dans l'UE devrait rester restreinte tant que le gouvernement kosovar ne parviendra pas à régler un ridicule conflit frontalier avec le Monténégro voisin. A cela s'ajoute la tentative désespérée et désespérante de la majorité au pouvoir de supprimer le Tribunal spécial international pour les crimes de guerre commis entre 1998 et fin 2000 et censé juger des accusations scabreuses de trafic d'organes.

Ce tribunal, imposé par les puissances occidentales, doit prononcer prochainement ses premières accusations contre les anciens combattants de la guérilla albanophone de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Cela déclenche un mouvement de panique au sein de l'élite politique locale, alors que les trois postes les plus importants du pays (président, premier ministre, président du Parlement) sont occupés par des anciens commandants de l'UCK. Il a fallu que les ambassadeurs américains et européens menacent de rompre avec Pristina pour que la majorité recule. Mais les puissances occidentales semblent prises dans un engrenage dont elles ne savent plus comment sortir. Lâcher les autorités kosovares pourrait déstabiliser un pays encore fragile, continuer de les soutenir consacrerait leur échec, face à ce qui apparaît comme un gâchis. ■

chastand@lemonde.fr